



Etablissement support du GHT
2 rue Henri Le Guilloux – 35033 Rennes cedex 9

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

MARCHES PUBLICS DE SERVICES

La procédure de consultation utilisée est la suivante :

Appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2, 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique

Procédure N°2025AA01

DESIGNATION DU COMMISSAIRE AUX COMPTES POUR LA CERTIFICATION DES COMPTES DU CHU RENNES

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1.1 OBJET	4
1.2 ALLOTISSEMENT	4
1.3 PROCÉDURE	4
1.4 FORME DU MARCHÉ PUBLIC ET DES PRIX.....	4
1.5 OPTIONS	4
ARTICLE 2 - DURÉE DU MARCHÉ, DÉLAIS D'EXÉCUTION	4
2.1 DURÉE	4
2.2 DÉLAIS D'EXÉCUTION	5
2.3 PROLONGATION DES DÉLAIS	5
ARTICLE 3 - INTERLOCUTEURS DU MARCHÉ.....	5
3.1 LE CHU DE RENNES	5
3.2 LE TITULAIRE.....	5
3.3 LA CO-TRAITANCE	5
ARTICLE 4 - PIÈCES CONTRACTUELLES.....	6
ARTICLE 5 - LES LIVRABLES DU MARCHÉ PUBLIC	6
5.1 TRANCHE FERME	6
5.2 TRANCHE OPTIONNELLE	7
ARTICLE 6 - MODIFICATIONS/ARRÊT DES PRESTATIONS.....	7
6.1 MODIFICATIONS DES PRESTATIONS	7
6.2 ARRÊT DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	7
ARTICLE 7 - CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	8
7.1 ORDRES DE SERVICE	8
7.2 COMMANDES POUR LES PRESTATIONS RELEVANT DE LA TRANCHE OPTIONNELLE.....	8
7.2.1 <i>Emission des bons de commande</i>	8
7.2.2 <i>Modification d'un bon de commande</i>	8
7.2.3 <i>Annulation d'un bon de commande</i>	8
7.3 REMISE DES LIVRABLES	9
7.4 LIEU DE LIVRAISON DES LIVRABLES.....	9
ARTICLE 8 - CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	9
8.1 OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION	9
8.2 DÉCISIONS APRÈS VÉRIFICATION.....	9
8.2.1 <i>Décision d'admission</i>	9
8.2.2 <i>Décision d'ajournement</i>	9
8.2.3 <i>Décision de réfaction</i>	10
8.2.4 <i>Décision de rejet</i>	10
ARTICLE 9 - TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ.....	10
ARTICLE 10 - MODALITÉS DE DÉTERMINATION DU PRIX.....	10
10.1 FORME DES PRIX	10
10.1 PRIX DE RÉFÉRENCE.....	10
10.2 VARIATION DES PRIX	10
ARTICLE 11 - PAIEMENT ET ÉTABLISSEMENT DE LA FACTURE.....	11
11.1 PRÉSENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	11
11.2 CONDITIONS DE RÈGLEMENT	12
11.2.1 <i>Mode et délai de paiement</i>	12
11.2.2 <i>Comptable</i>	12
11.2.3 <i>Changement de taxes</i>	12
11.2.4 <i>Nantissement</i>	12
11.2.5 <i>Retenue de garantie</i>	12

11.2.6 Avance	12
ARTICLE 12 - PENALITES DE RETARD	13
ARTICLE 13 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE	13
13.1 RELATIVES A L'OBJET DU MARCHE PUBLIC	13
13.2 RELATIVES A LA COMPOSITION DE SON EQUIPE.....	14
13.3 RELATIVES AUX CHANGEMENTS AFFECTANT LE TITULAIRE	14
13.4 RELATIVES AU COMPORTEMENT DU PERSONNEL DU TITULAIRE	14
ARTICLE 14 - LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES.....	15
14.1 OBJET	15
14.2 DESCRIPTION DU TRAITEMENT FAISANT L'OBJET DE LA SOUS-TRAITANCE.....	15
14.3 DUREE DU TRAITEMENT.....	15
14.4 OBLIGATIONS DU SOUS-TRAITANT VIS-A-VIS DU RESPONSABLE DE TRAITEMENT.....	15
ARTICLE 15 - PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	17
15.1 DEFINITIONS	17
15.2 UTILISATION DES RESULTATS ET PROPRIETE INTELLECTUELLE	17
15.2.1 Etendue de la cession.....	17
15.2.2 Exploitations.....	17
15.2.3 Cession à un tiers.....	18
15.2.4 Rémunération.....	18
15.2.5 Garanties	18
15.2.6 Droit moral.....	18
ARTICLE 16 - ASSURANCE	18
ARTICLE 17 - RESILIATION	19
ARTICLE 18 - COMPETENCE JURIDICTIONNELLE	19
ARTICLE 19 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	19

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet

La présente consultation a pour objet la désignation d'un commissaire aux comptes pour la certification des comptes du CHU de Rennes.

Ces prestations relèvent du mandat de commissaire aux comptes tel que prévu par l'article L 6145-16 du code de la santé publique et dans les conditions mentionnées au titre II du livre 8 du Code du commerce.

1.2 Allotissement

Il s'agit d'un marché public unique.

1.3 Procédure

Le présent marché public est conclu au terme d'un appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2, 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique.

1.4 Forme du marché public et des prix

Il s'agit d'un marché public à tranches conformément aux articles R2113-4 à R2113-6 du Code de la commande publique.

La tranche ferme concerne le contrôle et la certification des comptes annuels de l'établissement, incluant la validation du bilan d'ouverture ainsi que la réalisation d'un rapport d'audit pour des établissements « entités d'intérêt public (EIP) ».

La tranche optionnelle concerne l'accomplissement de services autres que la certification des comptes (SACC) tels que prévus à l'article L821-30 du Code du commerce.

Le CHU de Rennes informera le titulaire du marché public de sa décision d'affermir ou non la tranche optionnelle au plus tard le 15/11/2025.

Le retard d'affermissement ou le non affermissement de la tranche optionnelle n'ouvre pas droit pour le titulaire à indemnité d'attente ou de dédit.

1.5 Options

Au sens du droit communautaire, les options sont les suivantes :

- Le marché public comporte une tranche optionnelle ;
- Le CHU de Rennes se réserve la possibilité de recours ultérieur à une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables, pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R2122-7 du code de la commande publique.

ARTICLE 2 - DUREE DU MARCHE, DELAIS D'EXECUTION

2.1 Durée

Le marché public est conclu pour une durée de six (6) exercices comptables à compter de la notification du marché public au titulaire.

Conformément aux dispositions de l'article L 821-44 du Code de commerce, le commissaire aux comptes est nommé pour un mandat de six exercices. Ses fonctions expirent après la délibération du conseil de surveillance qui statue sur les comptes du sixième exercice.

2.2 Délais d'exécution

Le délai d'exécution de la tranche ferme sont indiqués au mémoire technique du titulaire.

En cas d'affermissement de la tranche optionnelle, les délais d'exécution sont précisés dans chaque bon de commande.

2.3 Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée au titulaire, lorsqu'une cause n'engageant pas sa responsabilité fait obstacle à l'exécution de la prestation, dans le délai contractuel fixé par le présent CCAP.

Elle fait l'objet d'une demande écrite auprès du CHU de Rennes, dans les conditions fixées par l'article 13.3 du CCAG-PI.

En outre, le CHU de Rennes peut lui-même accorder une prolongation de ce délai, s'il a connaissance d'une cause qui lui est imputable et qui fait obstacle à l'exécution du marché.

Cette prolongation est accordée au titulaire par écrit.

ARTICLE 3 - INTERLOCUTEURS DU MARCHÉ

3.1 Le CHU de Rennes

Le CHU de Rennes désigne nommément la personne qui assure la conduite des prestations dès la notification du marché au titulaire.

3.2 Le titulaire

Le Titulaire désigne nommément, dès la notification du marché, la personne qui assure la conduite des prestations. De cette personne dépend essentiellement la bonne exécution des prestations. A ce titre, le Titulaire doit se conformer à l'article 3.4 du CCAG-PI.

Le Titulaire est tenu d'exécuter personnellement et en toute indépendance la mission qui lui est confiée.

Il respecte la composition de l'équipe telle que définie au cadre de réponse technique.

3.3 La co-traitance

Le marché public peut être conclu soit avec un opérateur économique unique, soit avec un groupement d'opérateurs économiques.

Le mandataire du groupement représente jusqu'à la fin du marché public l'ensemble des opérateurs économiques vis-à-vis de la personne publique pour l'exécution du marché public.

ARTICLE 4 - PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché public, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi, sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- 1) L'acte d'engagement et son annexe :
 - Bordereau des prix (BP) ;
- 2) Le présent Cahier des Clauses Administrative Particulières (CCAP) ;
- 3) Le Cahier des Clauses Techniques particulières (CCTP) et ses annexes :
 - Annexe 1 : Fiche d'identité de l'établissement ;
 - Annexes 2 et 3 : Comptes financiers de l'année N-1 et N-2 (bilan et compte de résultats) ;
 - Annexe 4 : Tableau prévisionnel des effectifs ;
 - Annexe 5 : Rapport d'activité ;
 - Annexe 6 : Chiffres clés ;
 - Annexe 7 : Bilan social ;
 - Annexe 8 : Organigramme Direction du CHU ;
 - Annexe 9a : Organigramme DIFSI ;
 - Annexe 9b : Organigramme DIFSI – DSN ;
 - Annexe 10 : Organigramme du SI ;
 - Annexe 11 : Composition du Conseil de Surveillance ;
- 4) le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de prestations intellectuelles (CCAG-PI) (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés de prestations intellectuelles) ;
- 5) La déclaration d'indépendance du (des) commissaire(s) aux comptes appelé(s) à intervenir ;
- 6) Le mémoire technique du titulaire comportant :
 - Le cadre de réponse technique ;
 - Les éléments complétant le cadre de réponse technique, le cas échéant.

Le marché public s'exécute par les pièces listées ci-dessus, les ordres de service et les bons de commande.

ARTICLE 5 - LES LIVRABLES DU MARCHE PUBLIC

5.1 Tranche ferme

○ Audit

Phases de l'audit	Documents / livrables	Communication / restitutions
Planification de l'audit	<ul style="list-style-type: none">• Lettre de mission comprenant notamment le plan de mission et le calendrier de l'intervention (NEP 210)	<ul style="list-style-type: none">• Réunion de lancement de la mission avec l'ordonnateur et le comptable public
Phase préliminaire	<ul style="list-style-type: none">• Synthèse des points de contrôle interne• Recommandations à mettre en œuvre	<ul style="list-style-type: none">• Réunion de présentation des points de contrôle interne
Audit des états financiers	<ul style="list-style-type: none">• Synthèse des points d'audit• Support de présentation au Conseil de surveillance• Rapport légal sur les comptes annuels	<ul style="list-style-type: none">• Réunion de présentation des résultats de l'audit avec l'ordonnateur et le comptable public• Présentation du rapport au Conseil de surveillance

Le rapport du ou des commissaires aux comptes doit être remis, au plus tard, dans des délais qui permettent une approbation du compte financier, conforme aux dispositions du décret n° 2013-1238 du 23 décembre 2013 relatif aux modalités de certification des comptes des établissements publics de santé (approbation au plus tard le 30 juin de l'année qui suit) et au moins quinze (15) jours avant la date du conseil de surveillance devant adopter les comptes.

Le rapport de certification est aussi communiqué au comptable public, en parallèle de son envoi à l'ordonnateur (article L821-64 du Code du commerce).

La validation des livrables a lieu après approbation des comptes par le conseil de surveillance.

Le titulaire a remis à l'appui de son cadre de réponse technique un calendrier détaillé d'exécution qui respecte les délais prévus ci-avant. Il est engagé contractuellement par ces délais.

- Rapport EIP

Le titre II du livre 8 du code de commerce inclut désormais (III de l'article L. 821-63), la réalisation d'un rapport complémentaire au comité d'audit, s'agissant des établissements de santé susceptibles d'être **qualifiés « d'entités d'intérêt public »**.

Il s'agit d'un rapport spécifique à destination du comité d'audit. Il devra couvrir notamment les thèmes suivants :

- a) Éléments présentant au comité d'audit l'indépendance du CAC dans l'exercice de ses fonctions ;
- b) Éléments relatifs au déroulement de la mission (périmètre, planning, méthodologie, seuil de significativité) ;
- c) éléments relatifs aux résultats de l'audit (Difficultés rencontrées pendant l'audit, recours éventuel à des experts, risques sur continuité d'exploitation, risques de fraude, évolution stratégique et organisationnelles majeures, points forts et faibles du Contrôle interne ; sujets d'attention comptables et financier, synthèses des écarts et anomalies non corrigées).

5.2 Tranche optionnelle

Services autres que le commissariat aux comptes :

En relation avec la mission légale, des travaux complémentaires peuvent être menés par les commissaires aux comptes conformément à l'article L821-30 du Code du commerce.

Ces prestations supplémentaires sont déclenchées à survenance du besoin.

ARTICLE 6 - MODIFICATIONS/ARRET DES PRESTATIONS

6.1 Modifications des prestations

La liste des cas de modifications du marché public en cours d'exécution est indiquée aux articles R2194-1 à R2194-9 du code de la commande publique.

6.2 Arrêt de l'exécution des prestations

En application de l'article 22 du CCAG-PI, le représentant du CHU de Rennes se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations qui font l'objet du présent marché public à l'issue de chacune des phases de la tranche ferme.

Dans ce cas, le représentant du CHU de Rennes notifie au titulaire sa décision d'arrêter l'exécution des interventions. Le marché public est alors résilié à la date de réception de la notification de la décision.

Les phases accomplies sont alors rémunérées sans abattement ni indemnité au titulaire.

ARTICLE 7 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

7.1 Ordres de service

Le marché public fait l'objet d'ordres de service.

L'ordre de service est la décision émanant de la personne dûment habilitée par le CHU de Rennes qui précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations constituant l'objet du marché public.

Les ordres de services sont numérotés, datés et signés par le CHU de Rennes. Ils sont adressés au Titulaire en un exemplaire.

Conformément à l'article 3.8.2 du CCAG-PI, si, dans un délai de quinze (15) jours ouvrés à compter de la réception de l'ordre de service par le Titulaire, le CHU de Rennes n'a pas reçu de réserves de la part du Titulaire, ce dernier est réputé avoir accepté les prescriptions définies dans l'ordre de service.

7.2 Commandes pour les prestations relevant de la tranche optionnelle

7.2.1 Emission des bons de commande

Les bons de commande sont émis par le CHU de Rennes, au fur et à mesure de ses besoins. Ils sont signés par sa Directrice Générale ou la personne ayant reçu délégation de signature.

Ces bons adressés par mail, font apparaître les informations suivantes :

- Le numéro de la commande,
- Le numéro du marché public,
- Le lieu de livraison,
- La date de livraison de la prestation souhaitée,
- La désignation du produit,
- la quantité commandée,
- Le prix unitaire net HT.

Seules les commandes passées par le représentant du CHU de Rennes donnent lieu au paiement des factures correspondantes.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité de la tranche optionnelle. Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet de la tranche optionnelle. Le CHU de Rennes ne peut cependant retenir une date d'émission et une durée d'exécution de ces bons de commande telles que l'exécution de la tranche optionnelle se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché public dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

Le CHU de Rennes confie au Titulaire, pendant toute la durée de validité du marché public, l'exécution de la totalité des prestations définies, suivant les commandes faites au fur et à mesure de ses besoins.

7.2.2 Modification d'un bon de commande

En cas de modification du contenu d'un bon de commande, un rectificatif est notifié au titulaire. Si en cours d'exécution il s'avère nécessaire de modifier les termes d'un bon de commande, l'accord du titulaire et du CHU de Rennes sur les modifications à apporter se traduit par un échange écrit qui est annexé au bon de commande concerné.

7.2.3 Annulation d'un bon de commande

Le CHU de Rennes peut, à tout moment, pour motif d'intérêt général, annuler un bon de commande. Si le bon de commande est en cours d'exécution, le titulaire est rémunéré, après constat contradictoire et état des lieux, des prestations effectuées, à l'exclusion de toute autre indemnisation.

7.3 Remise des livrables

Les livrables sont remis au CHU de Rennes pour vérification et décision après vérification.

Les documents élaborés par le titulaire sont transmis au CHU de Rennes dans les formes prévues à l'article 3.1 du CCAG-PI et selon les modalités suivantes :

- Documents finaux et intermédiaires énumérés aux comptes des livrables :
 - 1 support informatique. Les fichiers informatiques fournis par courrier électronique sont modifiables et adaptables au format Office 2007 (Word, Powerpoint et Excel).

7.4 Lieu de livraison des livrables

Les livrables électroniques sont transmis aux adresses électroniques communiquées par le CHU de Rennes au titulaire.

ARTICLE 8 - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

8.1 Opérations de vérification

Les prestations sont vérifiées à l'issue de chaque phase pour la tranche ferme et à la remise de chaque livrable pour la tranche optionnelle.

Ces vérifications portent sur la réalisation effective des prestations dans les conditions définies au présent CCAP.

Les dispositions de l'article 28 du CCAG-PI sont applicables.

Néanmoins, par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-PI, le délai qui est imparti au CHU de Rennes pour procéder aux vérifications quantitatives et qualitatives et notifier sa décision est de dix (10) jours après approbation des comptes par le conseil de surveillance pour la tranche ferme et un (1) mois à compter de la date de remise des livrables pour la tranche optionnelle.

En dérogation à l'article 28.5 du CCAG-PI, les opérations de vérification se déroulent en l'absence du titulaire ou de son représentant, sauf si celui-ci a fait part au CHU de Rennes de sa volonté expresse d'y participer.

8.2 Décisions après vérification

Les dispositions de l'article 29 du CCAG-PI sont applicables.

A l'issue des opérations de vérification, le CHU de Rennes prend, dans le délai prévu à l'article 8.1 ci-avant, une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

8.2.1 Décision d'admission

Le CHU de Rennes prononce l'admission des prestations si celles-ci répondent aux stipulations du marché public. L'admission prend effet à la date de notification de la décision d'admission au Titulaire.

En cas d'admission tacite, la date d'effet est l'expiration du délai mentionné à l'article 8.1 ci-avant.

8.2.2 Décision d'ajournement

Le CHU de Rennes, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner la réception des prestations par une décision motivée.

Le Titulaire est invité à présenter les livrables de nouveau dans un délai de quinze (15) jours ouvrés, à compter de la réception de la décision, après avoir effectué ces mises au point.

8.2.3 Décision de réfaction

Lorsque le CHU de Rennes estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché public, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze (15) jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, le CHU de Rennes dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, le CHU de Rennes est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

8.2.4 Décision de rejet

Lorsque le CHU de Rennes estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du marché public et ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

Par dérogation à l'article 29.4.2 du CCAG-PI, en cas de rejet, le Titulaire est tenu, sauf décision contraire, d'exécuter de nouveau la prestation dans un délai de quinze (15) jours ouvrés à compter de la notification de la décision.

ARTICLE 9 - TRANSFERT DE PROPRIETE

Le transfert de propriété des documents rédigés dans le cadre du présent marché public est réalisé par leur admission et conformément à l'article 15 ci-après.

ARTICLE 10 - MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX

10.1 Forme des prix

La tranche ferme est conclue à prix global et forfaitaire.

La tranche optionnelle est conclue à prix unitaires.

Le montant maximum de cette tranche est fixé à 60.000,00 € HT pour toute sa durée d'exécution.

Les prix sont précisés au bordereau des prix (BP).

10.1 Prix de référence

Les prix du marché public sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de réception des offres (Mois M0).

Les prix de référence du marché sont les prix nets HT, figurant au bordereau des prix (BP) annexé à l'acte d'engagement.

10.2 Variation des prix

Les prix figurant au BP du marché sont révisables annuellement à la date anniversaire suivant la formule ci-après.

La demande de révision doit être formulée par l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception. Le courrier doit être réceptionné **deux (2) mois** avant la date prévue pour l'application de la révision. A l'appui de sa demande, le titulaire du marché joint tous les justificatifs correspondants.

L'absence, à cette échéance, d'une demande de révision des prix a pour conséquence le maintien des prix du marché public en vigueur.

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour la mise à jour des prix des prestations faisant l'objet du marché est le suivant : Indice SYNTEC

Les prix du marché sont révisés en fonction de la mise à jour de cet indice, publiée sur <https://www.syntec.fr/>

La révision prévue ci-dessus est effectuée par application aux prix du marché d'un coefficient (C) de révision, donné par la formule suivante :

$$C = 0,15 + 0,85 (\text{SYN} / \text{SYN0})$$

dans lequel :

- SYN = l'indice de la prestation connu au mois m pour le mois de révision soit le dernier connu à la date de révision
- SYN0 = l'indice de la prestation au mois zéro (mois de réception des offres finales)

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Clause butoir :

L'évolution des prix résultant de l'application des dispositions qui précèdent sera limitée à une augmentation de 2% par an (rabais initial déduit).

Le montant de l'augmentation s'apprécie en comparant les prix ligne à ligne du bordereau des prix (BP) de l'année N -1 avec les prix révisés.

ARTICLE 11 - PAIEMENT ET ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

11.1 Présentation des demandes de paiement

A l'issue de l'admission des prestations dans les conditions prévues à l'article 8 du présent CCAP, les demandes de paiement seront transmises par voie électronique conformément à l'article 11.8 du CCAG-PI.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>). Le code service à indiquer est DIFSI.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant le titulaire au préalable et l'invitant à utiliser «Chorus ».

Néanmoins, et uniquement sur demande expresse écrite du CHU de Rennes, possibilité est laissée d'utiliser un autre moyen de transmission de facture.

Par dérogation à l'article 11.3.2 du CCAG-PI, les demandes de paiement comportent les indications suivantes :

- Le nom et adresse du titulaire ;
- La date de la facture ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Le numéro et date du marché, ainsi que la date et le numéro de l'ordre de service / du bon de commande ;
- La désignation et référence de la prestation exécutée et admise ;
- La date de livraison ;
- Le coût unitaire hors T.V.A. de la prestation exécutée ;
- Le cas échéant, le détail des calculs, avec justifications à l'appui, de l'application de la clause de révision des prix ;
- Le cas échéant, en cas de groupement conjoint, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci ;
- Le taux et le montant de la T.V.A. ;
- Les montants totaux HT et TTC de la prestation.

11.2 Conditions de règlement

11.2.1 Mode et délai de paiement

Le règlement des factures s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique et dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-PI. Il ne peut toutefois être effectué qu'à compter de la date de réception de la facture, ou, si la date de réception de la facture est antérieure à l'admission des prestations, à compter de la date d'admission de celles-ci.

Le règlement est effectué par mandat administratif et virement, soit au C.C.P. ou compte bancaire figurant sur l'acte d'engagement.

Conformément à l'article R2192-11,1° du Code de la commande publique, le délai de règlement est fixé contractuellement à cinquante (50) jours, de la date de réception de la facture par le CHU de Rennes jusqu'au décaissement par le Comptable public.

Le délai global de paiement ne prend effet que si les factures sont envoyées selon les modalités fixées à l'article 11.1 du présent CCAP.

Le délai de paiement peut être suspendu par l'ordonnateur ou le comptable public quand les pièces justificatives ne sont pas produites dans les délais impartis, ou en cas de litige notifié au titulaire sur les sommes dues.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le défaut de paiement donne également droit au versement d'une indemnité forfaitaire de 40 euros, pour frais de recouvrement.

11.2.2 Comptable

Le Comptable Assignataire est Monsieur le Comptable Public de la Trésorerie hospitalière de Rennes: 2 bd Magenta CS80260, 35091 Rennes CEDEX

11.2.3 Changement de taxes

Il est tenu compte au titulaire ou au CHU de Rennes, dans le cadre de la réglementation économique en vigueur, des créations ou majorations et des diminutions, suspensions ou suppressions de droits et taxes intervenant pendant la durée d'exécution du marché public.

11.2.4 Nantissement

Le titulaire souhaitant céder ou nantir les créances résultant du marché public en fait la demande par écrit au CHU de Rennes. Il reçoit alors de la part de ce dernier :

- soit une copie de l'original du marché public revêtue d'une mention dûment signée par le représentant du CHU de Rennes, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché,
- soit un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par l'arrêté du 28 juillet 2020 relatif au certificat de cessibilité des créances dans le cadre des marchés publics.

11.2.5 Retenue de garantie

Sans objet.

11.2.6 Avance

Une avance est versée au Titulaire dans les conditions prévues aux articles L2191-2, L2191-3, R2191-3 à R2191-5, R2191-6 à R2191-10 et R2191-13 à R2191-14 du Code de la commande publique, et à condition que le Titulaire n'ait pas renoncé à son versement dans l'Acte d'engagement.

Si la durée de la tranche ferme ou de la tranche affermie est supérieure à 2 mois et inférieure ou égale à 12 mois, le montant de l'avance est de 5% du montant initial TTC de la tranche en cause.

Si la durée de la tranche ferme ou de la tranche affermie est supérieure à 12 mois, le montant de l'avance s'élève à 5% de la somme égale à 12 fois le montant initial TTC de la tranche en cause, divisée par la durée de cette même tranche exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance par imputation sur les sommes dues au titulaire commence lorsque le montant cumulé des prestations exécutées par le Titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant TTC des prestations qui lui sont confiées au titre de la tranche affermie.

Le montant de l'avance ne sera ni révisé ni actualisé.

ARTICLE 12 - PENALITES DE RETARD

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure ni invitation du Titulaire à présenter ses observations.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant des pénalités n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, les pénalités sont cumulables et sont dues dès le premier euro.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, dans le cas où le titulaire dépasse le délai d'exécution des prestations pour lequel il est engagé, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées au moyen de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{100} \text{ dans laquelle :}$$

P = le montant de la pénalité,
V = la valeur de la prestation sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie de la prestation en retard,
et R = le nombre de jours en retard.

Cette pénalité s'applique au montant des prestations exécutées tardivement.

ARTICLE 13 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

13.1 Relatives à l'objet du marché public

Le Titulaire apporte son conseil et son assistance au CHU de Rennes, non professionnel, pour toutes questions et problèmes afférents aux prestations relevant du présent marché public.

Le Titulaire s'engage et est réputé avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des prestations et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leur particularité.

En conséquence, le titulaire ne peut :

- se prévaloir postérieurement à son engagement d'une connaissance insuffisante des prestations à exécuter ;
- justifier une demande quelconque de suppléments de prix du fait de sa connaissance insuffisante des prestations à exécuter.

13.2 Relatives à la composition de son équipe

Le Titulaire s'engage à remplacer tout membre de l'équipe chargé de l'exécution du présent marché public qui viendrait à être défaillant. Le remplaçant proposé doit avoir un niveau au moins égal à celui auquel il succède et aucun remplacement ne pourra donner lieu à un changement du prix des prestations.

Tout changement dans l'équipe est soumis pour approbation au CHU de Rennes, préalablement à toutes interventions. Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, les remplaçants n'ont pas à être nommément désignés pour être soumis à l'approbation du CHU de Rennes.

A ce titre, obligation est faite au titulaire de désigner un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres au CHU de Rennes dans un délai de trente (30) jours à compter de la date d'envoi de la demande de changement dans l'équipe.

Le remplaçant est considéré comme accepté si le CHU de Rennes ne le récuse pas, en dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, dans un délai de deux (2) mois à compter de la réception de la communication.

Si le CHU de Rennes récuse le remplaçant, le titulaire dispose, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG PI, de dix (10) jours pour désigner un autre remplaçant et en informer le CHU de Rennes.

Par dérogation à l'article 39 du CCAG-PI, le CHU de Rennes peut résilier le marché public sans indemnisation du titulaire et sans mise en demeure en cas de désapprobation de la nouvelle équipe dans sa totalité ou de l'une ou plusieurs personne(s) seulement.

Le Titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives réglementaires applicables aux prestations objet du présent marché public.

Dans le cadre de sa mission de conseil vis à vis du CHU de Rennes sur tous les aspects fonctionnels, techniques, méthodologiques et financiers, le Titulaire est tenu d'actualiser ses connaissances durant toute la durée du marché public.

13.3 Relatives aux changements affectant le titulaire

Le Titulaire est tenu de communiquer, sans délai et par écrit, au CHU de Rennes tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris les changements d'intitulé du compte bancaire ou postal sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre du présent marché public.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le Titulaire est informé que le CHU de Rennes ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées à l'acte d'engagement, du fait de modifications intervenues au sein de la société ou concernant le statut de la société et dont le CHU de Rennes n'aurait pas eu connaissance.

13.4 Relatives au comportement du personnel du titulaire

Le personnel mis à disposition par le Titulaire doit observer les règles de tenue et de comportement propres à l'environnement du CHU de Rennes. En particulier, les règles suivantes doivent être respectées :

- Interdiction de fumer,
- Tenue vestimentaire en bon état de propreté,
- Interdiction d'introduire et de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux ou d'y pénétrer en état d'ivresse,
- Interdiction de tenir des réunions, en dehors de celles prévues par le présent marché public, dans l'enceinte des bâtiments de l'établissement,
- Interdiction d'introduire des marchandises destinées à la vente,
- Interdiction de solliciter ou de recevoir de quiconque un pourboire quelconque.

ARTICLE 14 - LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Au sens du présent chapitre, le responsable de traitement est le CHU de Rennes. Le sous-traitant est le titulaire du marché.

14.1 Objet

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données » dit RGPD).

14.2 Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance

Le titulaire du marché est autorisé à traiter pour le compte du CHU de Rennes des données à caractère personnel nécessaires pour l'exécution des prestations objet du présent marché :

- contrôle et la certification des comptes annuels de l'établissement, incluant la validation du bilan d'ouverture ;
- réalisation d'un rapport d'audit pour des établissements EIP ;
- accomplissement de services autres que le commissariat aux comptes (SACC).

La nature des opérations réalisées sur les données est : collecte, enregistrement, organisation, structuration, conservation, adaptation ou modification, extraction, consultation, utilisation, communication par transmission, diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, rapprochement ou interconnexion, limitation, effacement ou destruction.

Les finalités du traitement sont :

- la prise de contact avec tout agent du CHU susceptible de contribuer à l'objet de la mission du Commissaire aux comptes,
- la certification des comptes,
- la réalisation d'audit,
- la mise en œuvre de préconisation.

Les données à caractère personnel traitées sont :

- nom, prénom, grade, statut, entrée en fonction des agents du Centre Hospitalier Universitaire de Rennes.

Les catégories de personnes concernées sont : les agents du Centre Hospitalier Universitaire de Rennes.

14.3 Durée du traitement

La durée du traitement est celle de la durée du marché, sauf disposition législative contraire imposant une durée de traitement supérieure.

14.4 Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable de traitement

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet de la sous-traitance ;
- traiter les données conformément aux instructions documentées du CHU de Rennes. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le CHU de Rennes ;
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord-cadre ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché :

- s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- Sous-traitance : le titulaire peut faire appel à d'autres sous-traitants (ci-après, « le sous-traitant ultérieur ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Il informe préalablement et par écrit le CHU de Rennes de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Le CHU de Rennes dispose d'un délai minimum de vingt-et-un (21) jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions du CHU de Rennes. Il appartient au titulaire du marché de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire du marché demeure pleinement responsable devant le CHU de Rennes de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

- Le CHU de Rennes fournit l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.
- Dans la mesure du possible, le sous-traitant doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le sous-traitant doit répondre, au nom et pour le compte du responsable de traitement et dans les délais prévus par le règlement européen, sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent contrat.

- Notification des violations de données à caractère personnel : le titulaire notifie toute violation de données à caractère personnel au CHU de Rennes sous trente-six (36) heures maximum après en avoir pris connaissance. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'établissement bénéficiaire concerné, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.
- Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté aux risques.
- Au terme du marché, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel et à délivrer au CHU de Rennes une attestation de destruction des données à caractère personnel à la date d'échéance du marché.
- Le titulaire communique au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.
- Le titulaire déclare tenir par écrit un registre des catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du CHU de Rennes, conformément aux exigences du Règlement général sur la protection des données.
- Le titulaire met à la disposition du CHU de Rennes les informations nécessaires pour démontrer le respect de ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par les établissements bénéficiaires ou tout auditeur qu'ils auraient mandaté et contribuer à ces audits.

ARTICLE 15 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

Il est dérogé aux articles 32 à 35 du CCAG PI.

15.1 Définitions

Les « résultats » désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui résultent de l'exécution des prestations objet du marché, tels que, notamment, les œuvres, les signes distinctifs, les rapports, les études et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image des biens ou des personnes.

Les « droits de propriété intellectuelle » désignent les droits de propriété artistique.

Les droits de propriété artistique désignent les droits d'auteur et les droits voisins du droit d'auteur régis par le code de la propriété intellectuelle ainsi que les droits de même nature reconnus à l'étranger ou en application d'accords, conventions et traités internationaux.

15.2 Utilisation des résultats et propriété intellectuelle

15.2.1 Etendue de la cession

Le titulaire cède, à titre exclusif, au CHU de Rennes le droit de représentation et de reproduction de tout ou partie des livrables réalisés dans le cadre de l'exécution du présent Marché ci-après dénommées « les Créations » sur tout support actuel ou futur (incluant notamment les supports papiers, électroniques, informatiques, numériques, vidéographiques, magnétiques, photographiques, ...) et par tout procédé actuel ou futur de communication au public (incluant notamment télévisuel, internet dont les applications mobiles, vidéographique, cinématographique, exposition, etc.).

Le titulaire cède également les droits de modification et d'adaptation des Créations en vue de leur intégration éventuelle à une œuvre collective, de collaboration ou composite, sous réserve du respect du droit moral du Titulaire ainsi que le droit de faire traduire les Créations et leurs adaptations en toutes langues et de reproduire ladite traduction sur tout support, connu ou inconnu à ce jour.

La cession est consentie pour le monde entier et pour la durée de la propriété littéraire et artistique, régie par les lois françaises et étrangères et par les conventions internationales, actuelles ou futures, y compris les prolongations éventuelles qui pourraient être apportées à cette durée.

15.2.2 Exploitations

La présente cession est consentie notamment pour les exploitations suivantes :

- La reproduction et la représentation, à titre principal ou accessoire, de tout ou partie des Créations sur les bases de données et les sites intranet et internet édités ou coédités par le CHU de Rennes et/ou ses Partenaires, dont le site <http://www.chu-rennes.fr/> à accès gratuit ;
- La reproduction et la représentation, à titre principal ou accessoire, de tout ou partie des Créations dans le cadre d'applications mobiles gratuites ou payantes ;
- La reproduction et la représentation sur tout support (notamment électronique, informatique, numérique, télématique ou encore papier) destiné à être diffusé en vue du développement des publics du CHU de Rennes et/ou de ses Partenaires ;
- La reproduction dans les programmes destinés au public, les dossiers, brochures, dépliants, cartes de tous formats et sur tous supports, posters, plaquettes, prospectus, revues, diffusés gratuitement aux fins d'information du public et de promotion des activités du CHU de Rennes et/ou de ses Partenaires ;
- La reproduction et la représentation sur tous supports destinés à la communication interne ou externe du CHU de Rennes et/ou de ses Partenaires et notamment dossiers de presse, rapports d'activité, communiqués de presse, cartes et cartons d'invitations, dossiers institutionnels et de mécénat, journaux internes, articles de presse écrite ou télédiffusés, newsletters, campagnes d'emailing ainsi que toute autre utilisation d'information et de communication organisée ou co-organisée par du CHU de Rennes et/ou par ses Partenaires y compris dans toute salle réunissant du public (espaces de bureaux, ateliers...) ;
- La reproduction, notamment dans l'enceinte et autour des locaux du CHU de Rennes et/ou de ses Partenaires, sur tous supports d'affichage mural, publicitaire ou autre, et dans tous formats, aux fins d'information du public et de promotion des activités du CHU de Rennes et/ou de ses Partenaires ;

- La reproduction à titre principal ou accessoire, de tout ou partie des Créations sur tous supports et selon tous procédés et notamment par imprimerie, photographie, audiovisuelle, numérisation, stockage sous forme de fichier informatique dans une mémoire électronique ;
- La représentation, à titre principal ou accessoire, de tout ou partie des Créations, dans le cadre de conférences, colloques, séminaires, projections, formations, cours ou ateliers, pouvant faire l'objet de captation, tenus au sein du CHU de Rennes ou des locaux de ses Partenaires, et notamment au sein d'auditoriums ou espaces de bureaux ;
- La reproduction et la représentation de tout ou partie des Créations par tout moyen dans le cadre et pour les besoins de projets éditoriaux et d'opérations publicitaires ;
- Le droit de reproduire, ensemble ou séparément, tout ou partie des différents éléments des Créations en vue de leur diffusion dans le monde entier sous toutes formes d'édition : ordinaire, de luxe (à tirage limité ou non), fac-similaire, de demi-luxe, reliée, populaire, de poche (dite aussi de grande diffusion), en clubs, scolaire, critique ou dans une anthologie ;
- La représentation par voie de projection publique, télédiffusion, de montage en audiovisuel, de film, de vidéo produit et d'émission de télévision, onde, câble, fils, satellite à des fins de recherche ou de pédagogie ainsi que dans les éditions vidéographiques et cinématographiques ;
- Le droit d'établir ou de faire établir en tel nombre qu'il plaira, autant d'exemplaires doubles ou copies, par photocopie, microfiche ou microfilm ou par tout autre procédé analogue existant ou à venir, qu'il soit électronique, informatique, analogique, magnétique ou numérique, à partir de reproductions ou d'enregistrements visés ci-dessus ;
- L'archivage ;
- Toute autre exploitation destinée aux besoins propres du CHU de Rennes, dans le cadre de ses activités et missions.

15.2.3 Cession à un tiers

Il est convenu que le CHU de Rennes pourra non seulement exploiter lui-même les Créations mais pourra également consentir des autorisations ou des cessions à des tiers dans la limite des droits d'exploitation qui lui ont été cédés dans le cadre du présent Marché.

15.2.4 Rémunération

La présente cession est consentie gracieusement par le Titulaire au CHU de Rennes, le titulaire déclarant en être désintéressé au regard de sa rémunération forfaitaire au titre du présent marché.

15.2.5 Garanties

Le titulaire garantit au CHU de Rennes une jouissance paisible des droits cédés sur les Créations. Il garantit notamment le CHU de Rennes contre toute réclamation, revendication, recours ou action émanant d'un tiers quel qu'il soit.

15.2.6 Droit moral

Le CHU de Rennes s'engage à faire figurer le nom du Titulaire sur tous les supports reproduisant ou représentant les Créations dans la mesure où cela est matériellement possible.

ARTICLE 16 - ASSURANCE

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de notification du marché public et avant tout début d'exécution de celui-ci, ou à tout moment sur demande du CHU de Rennes, d'une assurance garantissant sa responsabilité civile pour les dommages de toute nature causés aux biens et personnels du CHU de Rennes, ainsi qu'aux tiers et à leurs biens :

- par son personnel salarié ;
- par ses matériels ;
- du fait de l'exécution du marché avant et après admission des prestations.

ARTICLE 17 - RÉSILIATION

Les clauses de résiliation prévues par les articles 36 à 42 du CCAG-PI sont applicables au présent marché public.

En cas de résiliation, le Titulaire doit au CHU de Rennes une copie de l'intégralité des données confiées conformément à l'article 31 du CCAG-PI.

ARTICLE 18 - COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Tout litige susceptible de s'élever entre le CHU de Rennes et le Titulaire du marché public à propos de l'interprétation et de l'exécution du présent marché public fera l'objet d'une tentative de règlement amiable, dans les conditions prévues aux Article R2197-1 à R2197-25 du code de la commande publique.

Si les litiges ne peuvent être réglés à l'amiable, les parties saisiront le Tribunal Administratif de Rennes, seul compétent pour connaître des recours contentieux relatifs à l'interprétation et à l'exécution du présent marché public.

ARTICLE 19 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Il est dérogé au CCAG-PI pour les articles suivants :

CCAP	CCAG-PI
Article 4	Article 4.1
Article 8.1	Article 28.2 et 28.5
Article 8.2.4	Article 29.4.2
Article 11.1	Article 11.3.2
Article 12	Article 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3
Article 13.2	Article 3.4.3 et 39
Article 15	Articles 32 à 35